

Gauche Alternative 17

<http://collectif-al-saintes.ouvaton.org>

L'EAU A SAINTES

Le journal d'une

TRAHISON



Photo montage

A l'issue du conseil municipal Monsieur le Maire s'est vu remettre deux trophées : le Diplôme d'honneur de la Société Protectrice des Actionnaires ainsi que le premier Prix du challenge 2008 de « la promesse non tenue ». Deux récompenses auxquelles il convient d'associer monsieur Mahaud, adjoint aux Grands projets, pour son rôle prépondérant!

Quand la gauche tombe à l'eau...

Le programme de Jean Rouger était un programme de notable gestionnaire. Le seul élément qui pouvait le situer comme un programme de Gauche était la promesse de ne plus considérer l'eau comme une marchandise abandonnée aux appétits des entreprises privées pour revenir à une gestion publique de ce bien commun fondamental : « *Renégocier les délégations de service public pour revenir vers une gestion municipale, par exemple stationnement, eau...* ». Programme de Jean Rouger, municipales 2008.

Certes, pour caractériser un programme de gauche c'était peu. Le non respect de cet engagement constitue donc une trahison de la promesse donnée mais plus largement on peut dire que désormais il ne reste plus grand chose des valeurs de la Gauche.

Régie Intéressée ? Un faux nez pour une vraie privatisation.

La régie intéressée n'a de régie que le nom ! C'est en fait une DSP, Délégation de Service Public, à une entreprise privée ! Elle ressemble en tout point à l'affermage actuel (VÉOLIA) à une exception près : la rémunération de l'entreprise change. Au lieu de se payer sur les factures d'eau des usagers, elle touche de la collectivité une partie fixe et une part variable dépendant de la réalisation d'objectifs fixés par contrat. Ce genre de DSP va dans le sens de ce que souhaitent les multinationales. En effet, comme la consommation d'eau tend à baisser partout en France, leurs bénéficiaires risquent d'en pâtir et elles ne souhaitent plus lier leurs profits aux m3 consommés.

Mettre au pas la finance internationale ?

Le programme national du Parti Socialiste propose d'encadrer les dérives du capitalisme financier. Pourtant, à Saintes, les actionnaires des multinationales de l'eau n'ont pas trop de soucis à se faire. Étant donné ce qu'un élu socialiste est capable de faire à Saintes sur une question aussi fondamentale que l'eau, on a quelques doutes sur la capacité du P.S. à mettre au pas la finance internationale.

Quand les élus socialistes n'écotent plus Les militants...

La section P.S. de Saintes avait rejeté la formule de régie intéressée, dénoncée comme une DSP qui n'offrait aucun progrès en terme de maîtrise publique. Rémy Lefebvre (invité par GA17 pour une conférence) a parfaitement décrit le processus de professionnalisation des élus du Parti Socialiste. Parmi les effets décrits, il indique que l'on trouve de moins en moins de militants au sein du P.S. et que beaucoup d'élus, loin de regretter cette tendance, semblent plutôt accompagner le mouvement. Des groupies, autant qu'il est possible, mais des militants qui demandent à respecter les valeurs de gauche, quelle plaie ! Ce qui s'est passé à Saintes sur la question du retour à un mode de gestion publique de l'eau est caractéristique. Les militants du P.S. qui croyaient encore qu'être socialistes pouvait signifier défendre des valeurs de gauche ont exigé le respect de la promesse contenue dans le programme de Jean Rouger. Certains militants écoeurés ont quitté le P.S. et cela n'a sans doute pas chagriné ceux qui trouvent que les militants sont bien embêtants. Un parti sans militants assure aux élus de pouvoir se limiter à des programmes gestionnaires. Précisons que les programmes gestionnaires excluent de se référer à des principes organisateurs ou à des valeurs : il s'agit de gérer le quotidien sans jamais remettre en cause les intérêts des puissants. La perception de ces tendances est parfois résumée en une phrase « le P.S. ou l'UMP, de toute façon, à l'arrivée, on aura droit à la même chose »...

Solidarité municipale ?

Le terme désigne un déni démocratique pratiquement institutionnalisé. Selon ce principe, les conseillers municipaux qui sont élus sur une même liste doivent voter « comme un seul homme », en l'occurrence le Maire. La moindre velléité d'indépendance ou d'opinion personnelle exprimée par un conseiller municipal est perçue comme une transgression. La solidarité municipale est invoquée comme une loi naturelle et une frontière indépassable. Dans certains cas les Maires (et parfois les adjoints influents) consolident le pouvoir absolu que leur confère ce principe par quelques habiles manœuvres complémentaires. Les dossiers, notamment les éléments qui permettent d'apprécier une situation sont distillés avec parcimonie, leur diffusion est différée le plus tard possible. Il arrive que certains dossiers fassent l'objet d'une véritable campagne de communication qui permet d'imposer la seule perception des éléments que l'on souhaite rendre visibles. Les techniques du marketing et de la communication publicitaire sont mobilisées aussi bien pour l'ensemble des citoyens que pour les conseillers municipaux.

Ces dispositions assurent le monopole des dossiers stratégiques à quelques élus. Il faut donc beaucoup d'énergie et de détermination aux élus qui décident d'assumer pleinement leur rôle et qui refusent de céder au suivisme de la solidarité municipale.

GA17 remercie les trop rares élus de la majorité municipale encore fidèles aux promesses et aux valeurs qu'ils annoncent défendre.

Jean Rouger dépassé par la droite !

Logiquement les élus d'opposition soutiennent la régie intéressée car c'est l'option néolibérale, c'est-à-dire une gestion privée par une multinationale. C'est avec moult sourires que les élus de Droite avaient constaté depuis quelques mois que le Maire abandonnait sa promesse de revenir à une gestion publique. Les militants socialistes sincèrement attachés aux valeurs de la Gauche sont consternés de voir des élus socialistes partager le vote de la Droite sur un sujet comme celui-là. Le constat est encore plus amer si l'on pense que le Maire UMP de Jonzac vient de décider la fin de la DSP avec Véolia pour choisir une régie avec marché de services. C'est cette option qui avait été défendue par la section P.S. de Saintes. Claude Belot souhaite une plus grande maîtrise du service de l'eau et attend une baisse substantielle du tarif ! Cette solution aurait satisfait les souhaits de l'ensemble des forces de gauche et de ESSP17* qui se sont mobilisés pour que la promesse de 2008 soit tenue. S'agit-il du renoncement des « malgré-nous » comme on veut nous le faire croire ? Jean Rouger et Frédéric Mahaud n'ont jamais semblé être déterminés à mettre fin à la DSP. La chose n'aura échappé à personne malgré une communication organisée pour donner le change, mais cousue de fils blancs.

* ESSP17 Eau Secours Services Publics :
eausecourservicepublic17.over-blog.com